Pour le social et le médico-social, tou.te.s dans la rue le 7 décembre !

Les étudiant.e.s, les travailleurs et travailleuses du social bougent ! Trop longtemps invisibilisé.e.s et exploité.e.s, il est temps de se mobiliser. A l'appel de plusieurs collectifs et organisations syndicales, les agent.es de la Fonction Publique Territoriale (titulaires et contractuel.les) des filières sociale, médico-sociale et administrative exerçant leurs missions dans les services de protection de l'enfance, d'action sociale, de PMI des départements et des services d'action sociale, des CCAS, établissements publics et mairie, compte tenu de notre inaction et mépris, se mobilisent !

En cette journée du 7 décembre, nous vous invitons à rejoindre le mouvement de grève national et à faire entendre notre colère.

Nous dénonçons le manque chronique et criant de moyens et d'effectifs ! Depuis plusieurs années, les collectivités locales, départements, mairies, régions, réduisent massivement les moyens humains et financiers, empêchant ainsi, sans aucun scrupule, les travailleurs et travailleuses de garantir leurs missions auprès d'une population de plus en plus fragilisée socialement.

Nous dénonçons l'absence de reconnaissance, alors que les travailleurs et travailleuses sont engagé.es pour rendre un service public de qualité aux personnes qui en ont le plus besoin ! Les professionnel.les du soin en PMI, à l'Aide Sociale à l'Enfance, dans les services sociaux ont été écarté.es du Complément Indiciaire de Traitement délivré, suite au « Ségur », aux agent.es hospitalier.es qui pourtant exercent les mêmes métiers, avec les mêmes diplômes et formations.

La responsabilité de l'État est pleine et entière,
tout comme les exécutifs locaux qui ne sortent pas des logiques gestionnaires court-termistes et refusent d'assumer leurs obligations de moyens pour assurer les missions premières des Départements, Mairies, Interco et CCAS.

Précarité, conditions de travail, salaires misérables, tous les ingrédients sont là pour que la révolte prenne. Les travailleurs et travailleuses sociaux doivent toujours faire plus avec moins. Il est important de nous unir pour renverser la vapeur. En cette période de crise sanitaire et de montée de la pauvreté, notre travail est nécessaire et il est doit être valorisé comme tel !

Cette situation est aussi la conséquence des dernières lois sur le financement du secteur social et médico-social. Elles ont profondément impacté nos méthodes de travail : évaluation permanente, financement par appels à projets... Cette situation entraîne la mise en concurrence des différentes structures et associations alors que la coopération entre elles serait préférable. Pendant que le gouvernement offre par milliards des cadeaux aux entreprises sans aucun contrôle et sans aucune efficacité, chaque euro que nous utilisons doit être justifié et évalué. Cette politique ne peut plus durer !

Nos conventions collectives sont également en danger. Sous l'impulsion du gouvernement et des organisations patronales, il a été acté leur fusion. Individuellement déjà peu protectrices et peu avantageuses, nous pouvons faire confiance au patronat et au gouvernement pour avoir une convention collective regroupant les pires dispositions de chacune. Ce nivellement par le bas aura des conséquences dramatiques pour nos salaires, nos conditions de travail et nos prises en charge. Nous ne pouvons pas laisser passer cela !

Ces problèmes se retrouvent dès la formation. Après avoir durement gagné la valorisation complète des diplômes d'État, il est temps de permettre aux futur.e.s travailleurs et travailleuses des conditions d'études dignes. Il n'est pas normal que le social survive grâce au travail gratuit des étudiant.e.s..Il y a un besoin de reconnaissance et de valorisation de leur travail.

Nous revendiquons donc :

- **Un secteur sanitaire, social et médico-social adossé à un service public fort, laïc, exercé par des agent.es titulaires, seule alternative à la marchandisation du secteur.**
- **Un accès universel et gratuit aux établissements médico-sociaux prenant en compte les besoins de la population**
- **des moyens humains et financiers nécessaires, afin de garantir à la fois le maintien et le développement d'un dispositif de qualité et la mise en œuvre à égalité de droits sur tout le territoire des missions de service public, pour tout le secteur social et médico-social.**
- **L'intégration des assistantes familiales dans la fonction publique territoriale comme agent.es titulaires.**
- **L'attribution immédiate du CIT (prévu dans « Le Ségur » de 183 euros net/mois aux agent.es des filières sociales et médico-sociales**
- **L'ouverture des travaux de la commission LAFORCADE aux professionnel.les du secteur sanitaire social et médico-social de la FPT**
- **La refonte des grilles de traitement**
- **L'augmentation générale des salaires avec un SMIC à 1700€ net minimum.**
- **Une convention collective étendue par le haut.**

Nous vous donnons rendez-vous à 14h30 à la Macu nombreux et nombreuses !

Tel : 06.79.31.78.72 / 06.20.65.22.89
Email : sudsantesociaux80@hotmail.fr / syndicat.sud@somme.fr
3-5 rue Jean Godris, 80000 AMIENS
FB : @solidaires80 Site : http://www.solidaires80.org

Union syndicale Solidaires 80

Scannez-moi pour retrouver l'annuaire Solidaires 80